

## QUESTIONS ORALES

[Français]

### L'ÉCONOMIE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Il y a une crise économique partout au pays, mais le gouvernement est paralysé. Petro-Canada et Esso renvoient des milliers de personnes; Pascal a fermé ses portes; Sears a déclaré des pertes pour la première fois de son histoire; 5 200 compagnies au Québec ont fait faillite en 1991. La TPS est un désastre pour l'économie canadienne, mais le ministre des Finances continue de parler de signes positifs dans l'économie.

Quand le gouvernement va-t-il reconnaître qu'il y a une crise économique profonde qui demande des mesures d'urgence immédiatement?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre et au député, on assiste actuellement à une reprise lente qui est due principalement à la conjoncture internationale.

L'économie des États-Unis s'est considérablement ralentie, comme celle de tous les pays industrialisés du monde. Le Canada est un pays exportateur, et ses exportations représentent 25 p. 100 de ses activités économiques. Trois millions d'emplois sont reliés aux exportations. Lorsque l'économie mondiale se redressera, il en sera de même pour l'économie canadienne.

Dans l'intervalle, nous prendrons toutes les mesures possibles pour accélérer ce processus. Nous avons principalement mis en place les principes fondamentaux, à savoir, abaisser les taux d'intérêt et les garder bas ainsi que diminuer les pressions inflationnistes pour réduire les frais des hommes d'affaires, ce qui rendra le Canada plus concurrentiel et assurera une croissance à long terme et la prospérité dans l'avenir.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, le ministre des Finances devrait en parler aux Canadiens qui travaillaient dans des stations-service et qui ont perdu leur emploi. Il devrait en parler aux ouvriers des usines de pâte à papier qui se retrouvent sans travail. Qu'il aille le dire aux agriculteurs qui s'accrochent désespérément en attendant anxieusement l'issue

### Questions orales

des négociations au GATT. Il devrait se promener dans les centres commerciaux où il verrait, partout dans le pays, les boutiques fermées.

Le ministre comprend-il que s'il veut atteindre son objectif financier, il doit prendre immédiatement des mesures constructives pour redonner du travail aux Canadiens et admettre que la politique de son gouvernement en ce qui concerne la TPS est l'un des facteurs qui a conduit l'économie canadienne au bord du précipice?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne sais pas très bien si le Parti libéral est en train de nous proposer une autre version de la politique relative à la TPS.

Je pense que, si l'on vérifie auprès de l'Association des manufacturiers, on s'apercevra que les avantages de la TPS sont l'un des facteurs qui nous permettent d'espérer. S'il n'y avait pas la TPS, le secteur manufacturier serait encore moins compétitif. La députée devrait le reconnaître. Elle devrait encourager ses collègues des provinces à harmoniser leurs taxes de vente avec la TPS, de façon à assurer l'uniformité dans tout le pays et à permettre ainsi à tous les secteurs manufacturiers d'en profiter.

• (1420)

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, rien que dans ma province, le secteur manufacturier va disparaître si le gouvernement n'intervient pas. En effet, la capacité de production a chuté de 30 p. 100 en Ontario à cause des mesures prises par le gouvernement conservateur.

Le ministre admettra-t-il au moins que sa TPS a contribué à la récession que nous connaissons à l'échelle nationale et rajustera-t-il sa politique en conséquence?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, la députée pourrait au moins être juste quand elle parle à tort et à travers comme elle le fait. Si elle regardait la réalité en face. . .

**Mme Copps:** Parlez-en aux employés de GM.

**M. Mazankowski:** Prenons-les en exemple, justement. General Motors met à pied 75 000 personnes, mais cela n'a rien à voir avec la TPS. IBM aussi licencie des milliers de travailleurs, mais pas à cause de la TPS canadienne. Leur décision tient à un problème de restructuration, ce qui rend la relance encore plus problématique. Le phé-